

**NICOLAS BERLANGA MARTINEZ, AMBASSADEUR, CHEF DE LA DÉLÉGATION DE
L'UNION EUROPEENNE AU TOGO**

Journée National de l'Union des Communes du Togo (UCT), 22 septembre 2016

- Monsieur le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales,
- Monsieur le Président de l'Union des Communes du Togo,
- Mesdames et Messieurs les membres des Délégations spéciales
- Monsieur les Ambassadeurs et représentants des partenaires,
- Chers Mesdames et Messieurs,

Une sensation familiale d'être avec vous une année de plus, et cela en fait 4, dans cet évènement auquel nous donnons une importance prioritaire vu que nous le considérons comme un moment de réflexion sur les actions et le dialogue de notre partenariat qui contribuent à améliorer la vie quotidienne des femmes, des hommes et des enfants togolais : par conséquent, des réflexions pratiques, concrètes, liées à la réalité de nos jours pour aider ce pays aimable qui nous accueille dans son chemin de développement.

D'abord je voudrais confirmer notre satisfaction d'avoir pu renfoncer depuis la journée nationale en 2015 notre partenariat avec l'UCT avec la signature d'une nouvelle convention de financement pour 3 ans que comme vous m'avait dit, monsieur le Président, mettra de vigueur à votre « machinerie » de coordination dans ce phase de transition vers les élections locales et la consolidation de gouvernements locaux.

Je suis spécialement satisfait aussi que nous ayons pu compter ce matin sur la présence de Madame Antonella Valmorbida, secrétaire général de *l'Association européenne de démocratie locale (ALDA)*. Madame Valmorbida, à notre avis, réunit par son expérience et par son parcours des éléments qui

vous trouverez certainement intéressants et qui vous suggéreraient des idées dans vos réflexions de ces deux jours. Permettez-moi de me concentrer surtout sur une qui me semble essentielle : dans sa vie professionnelle, elle représente un trait d'union, un maillon de connexion entre les citoyens, les associations communautaires, la société civile et l'Etat.

En fait cela est la caractéristique essentielle de vous en tant qu'autorités locales : comme votre propre titre indiqué, vous êtes obligés à avoir un pied dans l'*autoritas* institutionnel et un autre pied dans les rues, dans les visages des citoyens qui frappent votre porte, qui s'approchent de vous avec des soucis de vie, des préoccupations de tous les jours.

Madame Valmorbida, bienvenue au Togo. La Délégation de l'UE au Togo est surtout un bâtisseur de ponts. Que votre présence à Lomé aujourd'hui ne soit pas conjoncturelle mais le démarrage d'une collaboration solide entre ALDA que vous représentez et l'UCT. Comptez sur nous pour construire ce nouveau pont.

Monsieur le ministre, cher président, chers invités, au-delà de la dimension politique et de légitimité liée aux élections locales, et de la dimension économique sur le financement des collectivités locales, je voudrais profiter de l'occasion que vous m'offrez de vous adresser la parole face à cette auguste audience pour partager un message strictement opérationnelle.

En 2016 des projets financés par l'Union européenne démarrent dans 8 villes de Togo : Atakpamé, Dapaong, Tsévié, Sokodé, Kara, Notsé, Aneho et Lomé, dans les domaines de l'accès à l'eau potable ou à l'assainissement, à la construction de latrines, à la gestion de déchets ou à la prévention des inondations.

Ces projets, pour un montant total de plus de 44,5 milliards de FCFA, représentent plusieurs années du budget normal de gestion et des investissements des villes concernées.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux à l'évidence des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles fonctionnent aussi bien les structures déconcentrées de l'État que les institutions décentralisées : l'insuffisance quantitative et qualitative du personnel ; des locaux parfois vétustes ; de faibles capacités financières des collectivités ; le sous-équipement ; la longévité des délégations spéciales dont les membres sont réduits, etc.

Comment pouvons-nous aider que ces montants importants mises à disposition des villes maximisent leur impact ?

Monsieur le ministre, nous sommes à votre disposition pour renforcer les capacités des collectivités. Au-delà des actions déjà énumérées, vous connaissez que prochainement nous aurons l'occasion de lancer ensemble avec les ministères de l'économie et du Plan, et en étroite collaboration avec la GIZ, le projet PROCEMA de 13 milliards de FCFA. Il s'investira sur la fiscalité locale et l'état-civil, sur l'appui aux infrastructures et appuiera aussi le monde associatif déjà très riche existant dans les villes, particulièrement parmi les femmes.

Ces montants importants, auxquels certainement s'ajouteront ceux apportés par l'Etat, vous nous mettent face à un défi de gestion pour lequel nous nous portons disponibles mais dans lequel nous ne pouvons dépasser au-delà de notre rôle de partenaire. Nous sommes sûrs que les communes continueront à développer des instruments créatifs de participation qui puissent consolider l'appropriation des institutions locales par leurs citoyens, notamment les jeunes. Nous sommes certains que les institutions

de formation et les universités travaillent déjà pour contribuer à ces efforts. Et finalement, notre dialogue avec vous, Monsieur le Ministre de l'Administration territoriale, nous donne l'assurance de la priorité que vous donnez à trouver des réponses à ces questions.

Je veux vous assurer que les efforts de l'UE continueront avec le même rythme et détermination dans les années à venir.

Je vous remercie de votre aimable attention.